

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos au 31 décembre 2023

**CRESS DES PAYS DE LA LOIRE
10 rue de l'île Mabon
44200 NANTES**



**Stéphane de Guerny
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Ouest Atlantique**

**3, rue Edouard Nignon
CS 97216
44372 NANTES Cedex 3**

☎ 02.51.13.22.13

✉ www.solisnantes.fr

CRESS DES PAYS DE LA LOIRE
Exercice clos au 31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Adhérents,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CRESS DES PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENTS DE L'OPINION

- **REFERENTIEL D'AUDIT**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **INDEPENDANCE**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Subventions d'exploitation

Nos contrôles ont porté sur les principes comptables appliqués dans le traitement des subventions d'exploitation.

Nous avons ainsi porté une appréciation favorable à la réalité des subventions octroyées à votre association et le respect du principe de séparation des exercices (Produits Constatés d'Avance et Fonds Dédiés).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE ASSOCIATIVE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

NANTES, le 17 mai 2024
Le Commissaire aux Comptes

SOLIS NANTES
Commissaire aux Comptes
Représentée par M. Stéphane de Guerny

BILAN

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Variation
--------------	---	---	-----------

	Brut	Amort. Prov	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	<i>Immobilisations incorporelles</i>				
	Concessions, brevets, droits similaires	6 088	6 088		
	Immobilisations incorporelles en cours	42 972	42 972		
	<i>Immobilisations corporelles</i>				
	Immobilisations corporelles en cours	42 117	38 621	3 496	5 135
	<i>Immobilisations financières</i>				
	Autres titres immobilisés	47 893	7 490	40 403	37 403
	TOTAL (I)	139 070	95 171	43 899	42 538
					1 361

ACTIF CIRCULANT	<i>Créances</i>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	118 359		118 359	60 196
	Autres créances	309 085		309 085	306 831
	<i>Disponibilités</i>	138 126		138 126	218 115
	<i>Charges constatées d'avance</i>	2 812		2 812	6 844
	TOTAL (II)	568 382		568 382	591 986
					-23 604

TOTAL ACTIF	707 452	95 171	612 281	634 524	-22 243
--------------------	----------------	---------------	----------------	----------------	----------------

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise	175 900	175 900	
Fonds propres avec droit de reprise	10 000	10 000	
Report à nouveau	-45 528	2 657	-48 184
Excédent ou déficit de l'exercice	15 452	-48 184	63 637
TOTAL (I)	155 824	140 372	15 452
Fonds reportés et dédiés			
Fonds dédiés		22 900	-22 900
TOTAL (II)		22 900	-22 900
Provisions			
Provisions pour risques	128 236	145 998	-17 762
TOTAL (III)	128 236	145 998	-17 762
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		5 937	-5 937
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	176 440	102 585	73 854
Autres dettes	125 641	115 460	10 181
Produits constatés d'avance	26 140	101 272	-75 132
TOTAL (IV)	328 221	325 254	2 967
TOTAL PASSIF	612 281	634 524	-22 243

COMPTE DE RESULTAT

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Produits d'exploitation			
Cotisations	44 324	44 513	-189
Ventes de prestations de services	124 566	104 085	20 481
Concours publics et subventions d'exploitation	739 417	769 484	-30 067
Mécénat		10 710	-10 710
Contributions financières	7 500	10 000	-2 500
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges	32 657	57 656	-24 999
Utilisation des fonds dédiés	22 900	12 000	10 900
Autres produits	231	541	-310
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	971 595	1 008 989	-37 395
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes	387 004	352 048	34 956
Impôts, taxes et versements assimilés	20 348	22 581	-2 233
Salaires et traitements	440 300	428 162	12 138
Cotisations sociales	153 129	152 695	434
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 938	4 942	-1 004
Dotations aux provisions		47 191	-47 191
Reports en fonds dédiés		22 900	-22 900
Autres charges	4 613	1	4 612
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 009 331	1 030 520	-21 189
RESULTAT D'EXPLOITATION	-37 737	-21 530	-16 206
Produits financiers			
Autres intérêts et produits assimilés	2 050	922	1 128
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	2 050	922	1 128
Charges financières			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		6 300	-6 300
Intérêts et charges assimilées	16	91	-75
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	16	6 391	-6 375
RESULTAT FINANCIER	2 034	-5 470	7 504

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion	52 024	7 648	44 375
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	52 024	7 648	44 375
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion	869	28 695	-27 826
Sur opérations de capital		138	-138
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	869	28 833	-27 964
RESULTAT EXCEPTIONNEL	51 155	-21 184	72 339
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 025 668	1 017 559	8 109
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	1 010 216	1 065 744	-55 528
SOLDE CRÉDITEUR - EXCÉDENT	15 452	-48 184	63 637
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Produits			
. Bénévolat	34 361	35 469	-1 108
TOTAL	34 361	35 469	-1 108
Charges			
. Personnel bénévole	34 361	35 469	-1 108
TOTAL	34 361	35 469	-1 108

ANNEXES

Informations générales

OBJET SOCIAL, ACTIVITÉS ET MOYENS MIS EN OEUVRE

La CRESS des Pays de la Loire assure, au bénéfice des entreprises de l'économie sociale et solidaire :

- La représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l'économie sociale et solidaire;
- L'appui à la création, au développement et au maintien des entreprises;
- L'appui à la formation des dirigeant-es et des salarié-es des entreprises;
- La contribution à la collecte, à l'exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'économie sociale et solidaire;
- L'information des entreprises sur la dimension européenne de l'économie sociale et solidaire et l'appui à l'établissement de liens avec les entreprises du secteur établies dans les autres États membres de l'Union européenne;

Elle assure la défense des intérêts de ses adhérents, et plus généralement de l'ensemble des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire. Les missions de la CRESS des Pays de la Loire sont :

- Fédérer l'ESS et animer la vie associative
- Promouvoir l'ESS
- Porter la voix de l'ESS
- Appuyer la création, le développement et la consolidation des entreprises de l'ESS
- Développer la formation à l'ESS
- Créer, capitaliser et diffuser de la ressource sur et pour l'ESS
- Aider les territoires à développer l'ESS

La CRESS des Pays de la Loire compte au 31/12/2023, 70 adhérents personnes morales (dont 32 sont membres du Conseil d'Administration) et 14 salarié-es (pour 11,97 ETP moyen sur l'exercice) et une personne en contrat d'apprentissage.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- Déménagement du siège social et de l'équipe salariée au 10 rue de l'Île Mabon - 44200 NANTES. Changement de numéro de SIRET.
- Signature d'un avenant à la convention de financement FEDER 2020-2022 avec une augmentation du montant de subvention, occasionnant un produit exceptionnel sur les exercices antérieurs de 51.352€
- Reprise sur provision pour indemnités de fin de carrière de 17.762€ en conséquence de l'inflation.
- Prise de capital au sein de la SCIC Lieux Communs pour 2.000€ et nouvelle prise de capital au sein de la SCIC ESS Pratiques pour 1.000€ supplémentaires.

Principes, règles et méthodes comptables

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 612.281€ et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de tableaux et de listes, présentent un excédent de 15.452€.

Les présents états financiers (bilan, compte de résultat et annexe) couvrent la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, soit une durée de douze mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Comptabilité au coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés sous forme de compte. Par souci de simplification, les informations obligatoires mais non applicables au dossier et celles jugées non significatives ne sont pas présentées.

Par dérogation aux principes comptables de présentation, les charges et produits sur exercices antérieurs sont présentés avec les charges et produits exceptionnels. Ils ne perturbent pas ainsi les charges et produits d'exploitation.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

On y trouve :

- les logiciels informatiques amortis sur une durée de 3 ans
- le portail numérique ESSor, version 1 et 2 amorties sur une durée de 3 ans
- le site internet de la CRESS amorti sur une durée de 1 an

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Selon les termes du règlement C.R.C du 03/11/2005, il est fait application de l'annexe simplifiée.

En conséquence, les principes suivants sont appliqués :

- Durée d'usage (linéaire ou dégressif) pour déterminer l'amortissement des immobilisations non décomposables
- Approche de la méthode par composants et prise en compte de la valeur résiduelle dès lors qu'elles sont significatives et mesurables.

Les durées utilisées à ce jour sont les suivantes :

- Installations générales : 5 à 8 ans
- Matériel du bureau et informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 5 à 8 ans

PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

LES CREANCES

Elles sont valorisées à leur valeur nominale, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

La liquidité des créances de l'actif circulant est de moins d'un an.

L'échéance des dettes est de moins d'un an.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Aucune provision pour risques n'a été comptabilisée au cours de cet exercice.

ENGAGEMENT RETRAITE

L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, son passif social au titre des indemnités de fin de carrière. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs selon l'ancienneté des salarié-es acquise à la date d'évaluation
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par les salarié-es entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un-e salarié-e d'être présent-e dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Paramètres économiques :

- le taux d'actualisation est de 3,45% par an (inflation comprise)
- augmentation annuelle des salaires : 2%

Paramètres sociaux :

- convention collective nationale ECLAT (ex : animation)
- le départ est prévu à 65 ans pour l'ensemble du personnel
- le taux de rotation retenu est fort
- le départ intervient à l'initiative des salarié-es
- le taux de charges sociales patronales est de 55% pour les cadres et 42% pour les non cadres

Paramètres techniques :

- la table règlementaire utilisée : « INSEE 2017-2019 »
- la méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis
- les plans de financement tiennent compte de l'ensemble des salarié-es

L'engagement s'élève au 31 décembre 2023 à 42.106€. Une reprise sur provisions de 17.762€ a été comptabilisée en produits pour ajuster le montant de l'engagement de l'année précédente.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

En vertu de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 : « les associations dont le budget annuel est supérieur à 150.000€ et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50.000€ doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salarié-es ainsi que leurs avantages en nature ».

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une information individuelle.

Notes sur le compte de résultat

COMPTABILISATION DES COTISATIONS

L'appel à cotisation annuel constitue le fait générateur de la comptabilisation des cotisations des adhérents de la CRESS. Les cotisations sont comptabilisées dans le compte 7561 – Cotisations sans contrepartie.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Les comptes annuels de la CRESS valorisent les contributions volontaires en nature. Elles sont enregistrées dans le tableau intitulé « Evaluation des contributions volontaires en nature » au pied du compte de résultat. Les heures passées par les administrateur·rices ou adhérents de la CRESS à servir le projet politique et stratégique de la CRESS ont été valorisées à hauteur du salaire horaire moyen (chargé) de la CRESS, soit 25,21€. Cela représente 1363 heures.

INFORMATION SUR LES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS RECUES

L'ensemble des concours publics comptabilisés pour l'exercice 2023 sont des subventions d'exploitation.

Concours publics et subventions	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Union Européenne		108 100	
État		259 096	
Collectivités territoriales		224 049	
Autres financeurs		148 172	
TOTAL		739 417	

Notes sur le bilan – ACTIF

ACTIF IMMOBILISÉ

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes – 139.070€

<i>Actif immobilisé</i>	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	49 060			49 060
Immobilisations corporelles	44 191	2 299	4 374	42 117
Immobilisations financières	44 893	3 000		47 893
TOTAL	138 144	5 299	4 374	139 070

Détail des entrées – 5.299€

<i>Détail des entrées</i>	Dénomination	Valeur brute
Immobilisations corporelles	1 PC portable ASUS (N° de poste 27)	999
	1 PC portable ASUS (N° de poste 28)	750
	1 Vidéoprojecteur EPSON	550
Immobilisations financières	SCIC ESS Pratiques : 5 parts à 200€	1 000
	SCIC Lieux Communs : 40 parts à 50€	2 000
TOTAL		5 299

Détail des sorties – 4.374€

<i>Détail des sorties</i>	Dénomination	Valeur brute
Immobilisations corporelles	Téléphones	2 537
	Stores vénitiens	1 270
	Fabrication ensemble étagères	117
	Vidéoprojecteur EPSON (volé)	449
TOTAL		4 374

Amortissements et provisions d'actifs – 95.171€

<i>Amortissements et provisions</i>	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	49 060			49 060
Immobilisations corporelles	39 056	3 938	4 374	38 621
Immobilisations financières	7 490			7 490
TOTAL	95 606	3 938	4 374	95 171

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

<i>Nature des biens immobilisés</i>	Montant brut	Amortissement	Valeur nette	Durée
Concessions et droits similaires	6 088	6 088		de 1 à 3 ans
Autres immobilisations incorporelles	42 972	42 972		de 1 à 3 ans
Matériel de bureau et informatique	22 983	20 288	2 695	de 3 à 5 ans
Mobilier	19 134	18 333	801	de 5 à 8 ans
Immobilisations financières	47 893	7 490	40 403	ind.
TOTAL	139 070	95 171	43 899	

ÉTAT DES CRÉANCES = 430.256€

<i>Etat des créances</i>	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif circulant et charges constatées d'avance	430 256	430 256	
TOTAL	430 256	430 256	

DÉTAIL DES CRÉANCES

<i>Détail des créances</i>	Montant
Créances clients	28 821
Factures à établir	89 538
Fournisseurs débiteurs	469
Personnel	11 013
Subventions à percevoir	292 122
4417111 Subvention FEDER	77 554
4417123 Subvention ADEME	57 046
4417124 Subvention Banque des Territoires	12 600
4417130 Subvention Conseil Régional	75 000
4417221 AAP FSE+	18 544
4417221 AAP DREETS	11 043
4417224 AAP Banque des Territoires	25 000
4417230 AAP Conseil Régional	15 336
Autre créances	93
Cotisations à recevoir	850
Produits à recevoir	4 538
Charges constatées d'avance	2 812
TOTAL	430 256

PRODUITS A RECEVOIR PAR POSTES DU BILAN = 94.076€

<i>Produits à recevoir</i>	Montant
Factures à établir	89 538
Autres créances	4 538
TOTAL	94 076

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE = 2.812€

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Notes sur le bilan – PASSIF

VARIATION DES FONDS PROPRES

<i>Variation des fonds propres</i>	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	175 900				175 900
Fonds propres avec droit de reprise	10 000				10 000
Report à nouveau	2 657	-48 184			-45 528
Excédent ou déficit de l'exercice	-48 184	48 184	15 452		15 452
Situation nette	140 372		15 452		155 824

ETAT DES DETTES = 328.221€

<i>Etat des dettes</i>	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs	59 089	59 089		
Factures non parvenues	117 351	117 351		
Dettes fiscales et sociales	124 195	124 195		
Autres dettes	1 446	1 446		
Produits constatés d'avance	26 140	26 140		
TOTAL	328 221	328 221		

CHARGES A PAYER PAR POSTE DU BILAN = 210.809€

<i>Charges à payer</i>	Montant
Fournisseurs	117 351
Dettes fiscales et sociales	93 458
TOTAL	210 809

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE = 26.140€

Les produits constatés d'avance sont composés de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur et pour 16.667€ à des concours publics versés en 2023 pour une utilisation sur l'exercice 2024.

TABLEAU DE SUIVI DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

<i>Provisions pour risques et charges</i>	Provisions au début de l'exercice	Reprise en cours d'exercice	Nouvelles provisions en cours d'exercice	Provisions restantes en fin d'exercice
Provisions règlementées				
Provisions pour risques	145 998	17 762		128 236
Provisions pour charges				
TOTAL	145 998	17 762		128 236

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIÉS

<i>Fonds dédiés</i>	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Subvention Nantes Métropole	420	420		
Subvention Département Loire Atlantique	10 000	10 000		
Subvention ADEME - Étude textile	7 125	7 125		
Subvention Conseil Régional - Étude textile	2 678	2 678		
Mécénat GRDF - Étude textile	2 678	2 678		
TOTAL	22 900	22 900		